

REPONSE A CONSULTATION

Réponse de la CRE à la consultation publique de Fluxys Belgique sur sa proposition de tarifs de transport de gaz pour la période 2024-2027

Le 6 octobre 2022, le gestionnaire du réseau de transport (GRT) de gaz belge Fluxys a rendu publique sa proposition tarifaire pour la période 2024-2027. Celle-ci fait l'objet d'une consultation publique pour une durée de 2 mois (jusqu'au 6 décembre 2022), conformément au règlement (UE) 2017/460 de la Commission européenne du 16 mars 2017 établissant un code de réseau sur l'harmonisation des structures tarifaires pour le transport du gaz (code de réseau Tarifs).

Un modèle tarifaire simplifié au format tableur a également été rendu public. Il synthétise les hypothèses, paramètres principaux et résultats de la trajectoire tarifaire pour chaque point du réseau de transport belge.

En tant qu'autorité de régulation voisine, la CRE apprécie grandement l'opportunité d'exprimer son opinion sur la proposition tarifaire du GRT belge. La CRE a analysé avec attention le contenu des documents publiés dans le cadre de cette consultation publique et a porté une attention particulière au traitement réservé aux points sur le réseau de transport de gaz à bas pouvoir calorifique (dit « gaz B »).

Fluxys indique que la méthodologie tarifaire retenue restera inchangée par rapport à la période tarifaire actuelle, à savoir la méthode *capacity-weighted distance* (CWD) avec une répartition entrée-sortie de 33%/67% pour l'allocation des coûts relatifs aux services de transport. Toutefois, **la CRE comprend que Fluxys propose de faire évoluer la méthode d'allocation des coûts entre utilisateurs des réseaux, afin de ne faire porter qu'aux seuls utilisateurs des réseaux de gaz B les coûts afférents à ces actifs.**

1. Une inflation tarifaire très importante sur le réseau de gaz B

Fluxys explique qu'avec la fin du plan de conversion au gaz à haut pouvoir calorifique (dit « gaz H ») des réseaux domestiques belges en 2024, le réseau de transport de gaz B sera « exclusivement opéré pour les besoins du service de transit vers la France ». La CRE comprend que le tarif d'utilisation des réseaux de transport de gaz B pourrait ainsi connaître une augmentation particulièrement soutenue au cours de la prochaine période tarifaire : entre 2023 et 2027, le tarif serait multiplié par 10 en entrée à Hilvarenbeek B (passant de 0,851 €/kWh/h/an à 9,366 €/kWh/h/an) et multiplié par près de 13 en sortie à Blaregnies B (passant de 1,387 €/kWh/h/an à 19,016 €/kWh/h/an).

Selon Fluxys, cette inflation tarifaire particulièrement soutenue est le résultat de la conversion au gaz H des réseaux belges dès 2024 et de la baisse anticipée par Fluxys des réservations de capacités aux points de ces réseaux à mesure de l'avancée du plan de conversion au gaz H du Nord de la France, qui court jusqu'en 2029.

2. Des hypothèses de souscriptions de capacités sous-estimées

La CRE s'étonne tout d'abord des hypothèses de faible souscription retenues par Fluxys en entrée à Hilvarenbeek B et en sortie à Blaregnies B. Celles-ci semblent en effet construites afin de permettre de couvrir strictement la consommation de gaz B française en moyenne, ce qui n'est pas cohérent avec le profil de souscription habituellement observé pour la zone. Les souscripteurs prennent en compte la saisonnalité et les pointes de consommation ce qui résulte toujours en un niveau de souscription plus élevé que celui permettant de couvrir strictement la consommation en moyenne. **Cette hypothèse a pour conséquence des termes tarifaires artificiellement élevés.**

3. Un besoin de transparence accru pour évaluer les coûts du réseau de gaz B

D'autre part, la CRE ne dispose pas d'élément pour apprécier la part des coûts de Fluxys correspondant au réseau de gaz B. En l'absence de tout élément de justification, **la CRE ne peut pas considérer acceptable le niveau (plus de 17 M€ par an) et l'évolution du revenu que Fluxys souhaite collecter à Hilvarenbeek B et à Blaregnies B**, qui doit correspondre strictement aux coûts engendrés par les actifs du réseau de gaz B. La CRE remarque que le revenu à collecter sur le réseau de gaz B est en légère croissance entre 2024 et 2027, alors que ce réseau a été mis en service, pour l'essentiel, il y a plus de 50 ans. En toute logique, s'agissant d'actifs aussi anciens et amortis, les coûts à couvrir devraient décroître, comme c'est le cas de la base d'actifs régulés (BAR) de Fluxys, qui a diminué dans son ensemble de près de 14% entre 2017 et 2022, passant d'environ 2,2 Mds€ à près de 1,9 Md€¹. En l'absence d'information détaillée sur la BAR des actifs de gaz B, la CRE s'interroge sur leurs modalités d'amortissement.

Par ailleurs la CRE considère que les derniers utilisateurs d'un réseau ne devraient de toute façon pas supporter à eux seuls les coûts échoués d'un système dimensionné pour être mutualisé avec d'autres acteurs. Enfin, une partie des actifs du réseau de gaz pourront *in fine* être convertis pour répondre à d'autres besoins (transport de gaz H, d'hydrogène, etc.). Les modalités d'amortissement doivent également prendre en compte la valeur de ces utilisations futures.

Dans ce contexte, la CRE considère nécessaire la publication au plus vite d'éléments de calculs justifiant la trajectoire de coûts et donc de revenu autorisé publiée par Fluxys concernant les réseaux de gaz B (en particulier, et a minima, l'évolution passée et les projections futures de la BAR des actifs concernés, les modalités d'amortissement des actifs, la chronique des charges de capital et d'exploitation sur la période tarifaire à venir). **La CRE considère que l'absence de ces éléments ne permet pas au processus de consultation publique de se dérouler dans des conditions satisfaisantes.**

4. Un besoin de cohérence entre la séparation des actifs gaz H / gaz B et le fonctionnement du compte de régularisation

La CRE considère par ailleurs que le compte de régularisation de Fluxys doit fonctionner de façon cohérente avec la séparation proposée par Fluxys. Ce mécanisme de couverture doit être conçu pour restituer spécifiquement aux utilisateurs du réseau de gaz B les écarts (positifs comme négatifs) entre les recettes réellement collectées sur ce réseau B et les recettes anticipées sur ce même réseau lors de la fixation du tarif. Symétriquement, les écarts de recettes constatés sur le réseau H doivent être restitués spécifiquement aux utilisateurs du réseau H.

La CRE rappelle que le code de réseau Tarifs prévoit (article 20(1)) que « l'apurement complet ou partiel du compte de régularisation est effectué conformément à la méthode de calcul des prix de référence appliquée ». Si les tarifs calculés par Fluxys reflètent une séparation des actifs B et H, l'apurement du compte de régularisation doit donc respecter la même séparation.

En l'absence de toute référence au fonctionnement du compte de régularisation dans le document de consultation de Fluxys, **la CRE tient donc à s'assurer de la cohérence du fonctionnement de ce compte avec la séparation des actifs. Dans le cas contraire, les utilisateurs du réseau H bénéficieraient structurellement d'une subvention croisée au détriment des utilisateurs du réseau B en cas de souscriptions additionnelles.**

Les services de la CRE se tiennent à la disposition des équipes de Fluxys afin d'échanger sur les points soulevés dans le présent document.

¹ Si l'on se réfère aux informations publiées dans le rapport de l'ACER « Future Regulatory Decisions on Natural Gas Networks: Repurposing, Decommissioning and Reinvestments », <https://www.acer.europa.eu/sites/default/files/documents/Media/News/Documents/Future%20Regulation%20of%20Natural%20Gas%20Networks%20-%20Final%20Report%20DNDV.pdf>

ANSWER TO A CONSULTATION

CRE's answer to Fluxys Belgium's public consultation regarding its gas transmission tariff proposal for regulatory period 2024-2027

On 6 October 2022, the Belgian gas transmission system operator (TSO) Fluxys published its tariff proposal for the period 2024-2027. This proposal is subject to a public consultation for a period of 2 months (until 6 December 2022), in accordance with European Commission Regulation (EU) 2017/460 of 16 March 2017 establishing a network code on harmonised transmission tariff structures for gas (Tariffs network code).

A simplified tariff model in spreadsheet format was also made public. It summarises the hypotheses, main parameters and results of the tariff trajectory for each point of the Belgian transmission network.

As a neighbouring regulatory authority, CRE greatly appreciates the opportunity to express its opinion on the Belgian TSO's tariff proposal. CRE has carefully analysed the content of the documents published in the context of this public consultation and has paid particular attention to the treatment of interconnection points on the low calorific value gas transmission network (so-called "L gas").

Fluxys indicates that the chosen tariff methodology will remain unchanged from the current regulatory period, i.e. the capacity-weighted distance (CWD) methodology with a 33%/67% entry-exit split for the allocation of costs relating to transmission services. However, **CRE understands that Fluxys is proposing to change the method for allocating costs between network users so that the costs of L-gas networks would only be borne by users of these networks.**

1. A very high tariff inflation on the L-gas network

Fluxys explains that, with the end of the conversion plan of Belgian domestic grids to high-calorific gas (known as 'H-gas') in 2024, the L-gas transmission system will be "exclusively operated for the need of the cross-border service to France". CRE understands that the tariff for the use of the L-gas transmission networks could thus be subject to a very significant increase during the next regulatory period: between 2023 and 2027, the tariff would be multiplied by 10 at the entry point Hilvarenbeek L (from €0.851/kWh/h/year to €9.366/kWh/h/year) and multiplied by almost 13 at the exit point Blaregnies L (from €1.387/kWh/h/year to €19.016/kWh/h/year).

According to Fluxys, this particularly high increase in the tariffs is the result of the conversion of the Belgian grids to H-gas from 2024 and of Fluxys' anticipated decrease in capacity bookings at L-gas interconnection points as the H-gas conversion plan for Northern France carries on – due to run until 2029.

2. Underestimated assumptions for capacity bookings

First of all, **CRE is surprised by the low booking assumptions made by Fluxys** for the entry at Hilvarenbeek L and the exit at Blaregnies L. These assumptions seem to be designed to cover French L-gas consumption on average, which is not consistent with the booking profile usually observed for the zone. The subscribers take into account seasonality and peak consumption, which always results in a higher booking level than the one allowing to strictly cover average consumption. **This assumption results in artificially high tariff terms.**

3. Increased need for transparency in assessing L-gas network costs

On the other hand, CRE does not have any information to assess the share of Fluxys' costs corresponding to the L-gas grid. In the absence of any justification, **CRE cannot consider acceptable the level (more than €17 million per year) and the evolution of the authorized revenue that Fluxys intends to collect at Hilvarenbeek L and Blaregnies L**, which must strictly correspond to the costs generated by the L-gas network assets. CRE notes that the revenue to be collected on the L-gas grid is growing slightly between 2024 and 2027, even though this network was essentially commissioned more than 50 years ago. Logically, for such old and depreciated assets, the costs to be covered should decrease, as is the case for Fluxys' regulated asset base (RAB), which as a whole has decreased by almost 14% between 2017 and 2022,

from around €2.2bn to almost €1.9bn². In the absence of detailed information on the RAB of the L-gas assets, CRE wonders about their depreciation method.

Moreover, CRE considers that the last users of a network should not, in any case, bear the stranded costs of a system which was designed to be shared with other players. Lastly, some of the gas network assets may ultimately be converted to meet other needs (transport of H-gas, hydrogen, etc.). The depreciation terms must also take into account the value of these future uses.

In this context, CRE considers it necessary to publish as soon as possible the calculation parameters justifying the cost trajectory and therefore the authorised revenue published by Fluxys for the L-gas networks (in particular, and at least, the past evolution and future projections of the RAB of the assets concerned, the depreciation method of these assets, the capital and operating costs over the coming regulatory period). CRE considers that the absence of these elements does not allow the public consultation process to take place under satisfactory conditions.

4. A necessary consistency between the split of H-gas and L-gas assets and the functioning of the regulatory account

CRE also considers that Fluxys' regulatory account must work in a manner consistent with the split proposed by Fluxys. This coverage mechanism must be designed to specifically return to users of the L-gas network the differences (positive or negative) between the revenue actually collected on the L-gas network and the revenue anticipated on this network when the tariff was set. Symmetrically, revenue differences on the H-gas network should be returned specifically to the users of the H-gas network.

CRE points out that the Tariffs network code stipulates (Article 20(1)) that "the full or partial reconciliation of the regulatory account shall be carried out in accordance with the applied reference price methodology". If the tariffs calculated by Fluxys reflect a split between the B-gas and H-gas assets, the reconciliation of the regulatory account must therefore follow the same split.

In the absence of any reference to the functioning of the regulatory account in Fluxys' consultation document, **CRE therefore wishes to ensure that the operation of this account is consistent with the split of assets. Otherwise, H-gas network users would structurally benefit from a cross-subsidy to the detriment of the L-gas network users in the event of additional capacity bookings.**

CRE's teams are available to discuss the points raised in this document with Fluxys' staff.

Please note that this version is an English translation of the original answer, written in French. Only the French version prevails.

² According to the information published in ACER's report « Future Regulatory Decisions on Natural Gas Networks: Repurposing, Decommissioning and Reinvestments », <https://www.acer.europa.eu/sites/default/files/documents/Media/News/Documents/Future%20Regulation%20of%20Natural%20Gas%20Networks%20-%20Final%20Report%20DNV.pdf>